

**France – Services d'architecture, d'ingénierie et de planification – Mission de Maîtrise d'œuvre urbaine et d'architecte urbaniste paysagiste pour la définition et la conception du schéma de développement aéroportuaire de Nîmes Métropole Grande Provence**

**OJ S 39/2024 23/02/2024**

**Avis de marché ou de concession – régime ordinaire**

**Services**

---

**1. Acheteur**

**1.1. Acheteur**

Nom officiel: Nîmes Métropole

Forme juridique de l'acheteur: Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur: Services d'administration générale

---

**2. Procédure**

**2.1. Procédure**

Titre: Mission de Maîtrise d'œuvre urbaine et d'architecte urbaniste paysagiste pour la définition et la conception du schéma de développement aéroportuaire de Nîmes Métropole Grande Provence

Description: Le présent marché porte sur des missions de maîtrise d'œuvre urbaine et d'architecte urbaniste paysagiste pour la définition et la conception du schéma de développement aéroportuaire de Nîmes Métropole grande Provence situé sur la commune de Garons. Ce projet de densification urbaine est destiné à accueillir une programmation d'activités économiques, avec une forte ambition environnementale, architecturale et paysagère. Dans le respect des principes d'une éco-métropole productive et dynamique, l'ambition de Nîmes Métropole est de développer l'Aéroport Nîmes Grande Provence Méditerranée dans l'objectif d'un écosystème dynamique et durable axé sur l'économie aéro-industrielle, la filière résilience, sécurité civile, l'innovation et le transport de passagers. Les prestations font l'objet d'un accord-cadre donnant lieu à la conclusion de marchés subséquents, passé en application des articles L2125-1-1°, R2162-1 à R2162-6, R2162-7 à R2162-12 du Code de la commande publique sans montant minimum, avec un montant maximum de 3 000 000 euros hors taxes.

Identifiant de la procédure: faa8956e-34d6-4fcb-bb94-9f5824c28ffc

Identifiant interne: 24MOE002BAC

Type de procédure: Négociée avec publication préalable d'un appel à la concurrence / concurrentielle avec négociation

**2.1.1. Objet**

Nature du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 71240000 Services d'architecture, d'ingénierie et de planification

**2.1.2. Lieu d'exécution**

Adresse postale: Territoire de la Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole.

Ville: Territoire de la Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole.

Code postal: 30000

Subdivision pays (NUTS): Gard (FRJ12)

Pays: France

#### 2.1.4. Informations générales

Informations complémentaires: En cas de groupement conjoint titulaire du marché, l'acheteur public impose pour l'exécution que le mandataire soit solidaire conformément aux dispositions de l'article R. 2124-24, alinéa II du Code de la Commande Publique. En application de l'article R.2151-7 du Code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de mandataire et/ou membres de plusieurs groupements pour les compétences suivantes : Architecture /urbanisme et Paysage. Pour toutes les autres compétences non listées précédemment, qu'elles soient obligatoires ou facultatives, les entreprises peuvent se présenter en tant que membres de plusieurs groupements.

Base juridique:

Directive 2014/24/UE

#### 2.1.6. Motifs d'exclusion:

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains: Les autres motifs d'exclusion sont indiqués dans le règlement de la consultation

### 5. Lot

---

#### 5.1. Lot: LOT-0001

Titre: Mission de Maîtrise d'œuvre urbaine et d'architecte urbaniste paysagiste pour la définition et la conception du schéma de développement aéroportuaire de Nîmes Métropole Grande Provence

Description: Le marché porte sur des missions de Maitrise d'œuvre urbaine et d'architecte urbaniste paysagiste pour la définition et la conception du schéma de développement aéroportuaire de Nîmes Métropole grande Provence situé sur la commune de Garons. Ce projet de densification urbaine est destiné à accueillir une programmation d'activités économiques, avec une forte ambition environnementale, architecturale et paysagère. Dans le respect des principes d'une éco-métropole productive et dynamique, l'ambition de Nîmes Métropole est de développer l'Aéroport Nîmes Grande Provence Méditerranée dans l'objectif d'un écosystème dynamique et durable axé sur l'économie aéro-industrielle, la filière résilience, sécurité civile, l'innovation et le transport de passagers. Le présent marché a pour objet l'exécution des prestations suivantes Mission A - Etudes de programmation économique et aéroportuaire visant la réalisation du schéma de développement et du CPAUPEDD Mission B - Architecte urbaniste et paysagiste en chef Mission C - Etudes pré-opérationnelles, capacitaires et financières Mission D - Elaboration des études environnementales, du Dossier d'autorisation environnementale unique (DAEU), des études techniques spécifiques, des dossiers administratifs et des procédures règlementaires Mission E - Maitrise d'œuvre aménagement d'espaces publics et démolition / déconstruction Mission F - Assistance à la communication et la concertation Mission G - AMO CIM Mission H - Divers.

Identifiant interne: 24MOE002BAC

##### 5.1.1. Objet

Nature du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 71240000 Services d'architecture, d'ingénierie et de planification

##### 5.1.2. Lieu d'exécution

Adresse postale: Territoire de la communauté d'agglomération de Nîmes Métropole.

Ville: Territoire de la communauté d'agglomération de Nîmes Métropole.

Code postal: 30000

Subdivision pays (NUTS): Gard (FRJ12)

Pays: France

### **5.1.3. Durée estimée**

Date de début: 02/09/2024

Durée: 8 An

### **5.1.5. Valeur**

Valeur maximale de l'accord-cadre: 3 000 000,00 EUR

### **5.1.6. Informations générales**

Participation réservée: La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)

Informations complémentaires: Le présent marché est passé selon une procédure avec négociation, en application des articles R2124-3 ; R2161-12 à R2161-20 du Code de la commande publique. La présente consultation se déroulera en deux phases : - Phase candidatures (ouverte) : Sur la base des documents fournis dans le cadre de la présente phase, les candidats sont invités à remettre un dossier de candidature respectant les attendus du pouvoir adjudicateur mentionnés à l'article 4.1 du Règlement de Consultation. Le pouvoir adjudicateur, sur la base de l'analyse qui sera réalisée conformément aux critères indiqués au Règlement de Consultation désignera ensuite la liste des candidats admis à présenter une offre. - Phase offres (restreinte) : Le pouvoir adjudicateur adressera aux candidats sélectionnés une invitation à soumissionner qui indiquera le délai de remise des offres ainsi que les autres informations prévues à l'article R2144-9 du Code de la commande publique. Cette invitation s'accompagnera de la mise à disposition simultanée du dossier de consultation, éventuellement complété et mis à jour pour la phase offres, sur le profil acheteur <http://www.marches-securises.fr>. La remise des offres se fera exclusivement par voie dématérialisée. Chaque candidat ayant remis un livrable conforme dans le cadre de l'offre finale, recevra une prime de 10000 € HT, soit 12000 € TTC, non actualisable ni révisable, attribuée sur décision du pouvoir adjudicateur. Cette prime pourra être diminuée en partie ou en totalité par le pouvoir adjudicateur dans les cas suivants : - Offre déclarée irrégulière, inacceptable, inappropriée ou anormalement basse par le pouvoir adjudicateur, - Offre conforme, mais l'étude remise par le candidat est jugée insuffisante ou incomplète. Conformément à l'article R2142-17 du Code de la commande publique, le nombre de candidats admis à participer à la phase restreinte « offre » est de 3 (sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures recevables). Le dossier de consultation des entreprises est gratuit, il est disponible sur le profil d'acheteur à l'adresse suivante : <http://www.marches-securises.fr>. Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis selon les dispositions indiquées dans le règlement de la consultation. Le pouvoir adjudicateur impose les niveaux minimums de capacité économique et financière suivants : o Pour le mandataire du groupement : un chiffre d'affaires moyen annuel de 750 000 euros HT sur les 3 derniers exercices ; o Pour le groupement : un chiffre d'affaires moyen annuel de 2 000 000 d'euros HT pour les 3 derniers exercices disponibles. Les conditions mise en œuvre des minima de capacité sont définis au règlement de la consultation.

### **5.1.9. Critères de sélection**

Critère:

Type: Autre

Nom: Capacité économique et financière, capacité technique et professionnelle

Description: l'examen des candidatures sera réalisé sur la base des éléments suivants: Les renseignements attendus des candidats concernant la capacité économique et financière tels que prévus à l'article R2143-3 et R2143-11 du Code de la Commande Publique sont définis au règlement de la consultation. Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article R2143-3 du Code de la Commande Publique : Lettre de candidature (un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement) : -Remplir le tableau de présentation de l'équipe (annexe 1 du Règlement de Consultation) -Pour les sous-traitants, un engagement de mise à disposition de moyens auprès de l'entrepreneur principal o Déclaration sur l'honneur (un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement) : Remplir la partie correspondante dans le tableau de présentation de l'équipe (annexe 1 du Règlement de Consultation) ou déclarations sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la Commande Publique (déclarations correspondantes dans le formulaire DC1 accessible sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) ; o Tout document permettant de prouver que le candidat remplit les conditions définies à l'article 1.7.2 du Règlement de la Consultation relatif à l'autorisation à exercer les prestations du présent marché : \* Pour l'architecte urbaniste sont notamment attendus les documents suivants : -Soit une copie d'attestation d'inscription au tableau régional de l'ordre des architectes. Conformément à l'article 10, alinéa 1 de la loi n°77-2, le marché de maîtrise d'œuvre est réservé à la profession d'architecte : Titulaire du diplôme d'Etat d'Architecte et de l'habilitation à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre ; Ou titulaire du DPLG équivalent. -Soit la preuve par tout moyen : Du droit d'exercer sur le territoire français (dans le cas de l'exercice temporaire et occasionnel de la profession : déclaration écrite préalable auprès du conseil régional de l'ordre des architectes ; décision notifiée de l'ordre des architectes ; etc...) Ou de l'équivalence à ce droit : le candidat devra fournir des documents pertinents équivalents permettant d'attester que les conditions d'exercice prévues par les textes cités ci-après sont remplies, notamment au regard des diplômes, qualifications, titres ou tout autre condition exigée. Il sera également attendu des éléments d'explications propres au candidat, ainsi que la preuve des démarches qu'il aura réalisé auprès des autorités françaises afin d'obtenir une autorisation d'exercice sur le territoire français. \* Pour les paysagistes-concepteurs sont notamment attendus les documents suivants : Conformément à l'article 174 de la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages : Un diplôme, délivré par un établissement de formation agréé dans des conditions fixées par voie réglementaire, sanctionnant une formation spécifique de caractère culturel, scientifique et technique à la conception paysagère. Pour bénéficier de ce titre, les praticiens en exercice à la date de publication de la présente loi doivent satisfaire à des conditions de formation ou d'expérience professionnelles analogues à celles des titulaires du diplôme mentionné précédemment. • Remplir la partie correspondante dans le tableau de présentation de l'équipe (annexe 1 du Règlement de Consultation) relatif à la déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années (2021, 2022, 2023) ; • Pour chaque compétence identifiée à l'article 1.7.1 du Règlement de Consultation, une liste de 3 références maximales effectuées indiquant le nom de l'opération, l'avancement du projet, le montant, la date et le destinataire public ou privé ainsi que tout autre élément jugé nécessaire par le candidat au regard des éléments attendus par le pouvoir adjudicateur. Les éléments demandés et leurs modalités de présentation obligatoires sont détaillés à l'article 4.1.2 du Règlement de Consultation. (annexe 1 du RC) Certificats de qualification professionnelle définis ci-après pour les candidats au présent marché : - OPQIBI —1811 Ingénierie de voirie et réseaux divers courants - Certification LNE — Sites et sols pollués (respect de la norme NF X 31-620 domaines A « Etudes, assistance et contrôle » et B « Ingénierie des travaux de réhabilitation ») Chacun des certificats précités

pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Utilisation de ce critère: Utilisé

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure

Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes:

Nombre minimal de candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure: 3

Nombre maximal de candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure: 3

La procédure se déroulera en plusieurs étapes. À chaque étape, certains participants peuvent être éliminés

L'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations

#### **5.1.11. Documents de marché**

Date limite de demande d'informations complémentaires: 22/03/2024

Adresse des documents de marché: <https://www.marches-securises.fr/>

#### **5.1.12. Conditions du marché public**

Conditions de présentation:

Présentation par voie électronique: Requise

Adresse de présentation: <https://www.marches-securises.fr/>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)

Date limite de réception des offres: 02/04/2024 12:00:00 (UTC+2)

Date limite de validité de l'offre: 8 Mois

Conditions du marché:

Facturation en ligne: Requise

#### **5.1.15. Techniques**

Accord-cadre: Accord-cadre, sans remise en concurrence

Justification de la durée de l'accord-cadre: La durée de l'accord-cadre est de 8 ans à compter de sa notification. La mise en œuvre du projet relatif au schéma de développement de l'aéroport Nîmes Grande Provence nécessite la formalisation d'un accord cadre d'une durée qui soit d'une part compatible avec l'horizon 2032, et le temps long des opérations d'urbanisme de grande ampleur, d'autre part de nature à garantir la maîtrise financière du projet dans le temps et dans l'espace.

Informations sur le système d'acquisition dynamique: Pas de système d'acquisition dynamique

#### **5.1.16. Informations complémentaires, médiation et réexamen**

Organisation chargée des procédures de médiation: Tribunal Administratif de Nîmes

Organisation chargée des procédures de recours: Tribunal Administratif de Nîmes

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: Tribunal Administratif de Nîmes

Organisation qui reçoit les demandes de participation: Nîmes Métropole

Organisation qui traite les offres: Nîmes Métropole

## **8. Organisations**

---

### 8.1. ORG-0002

Nom officiel: Tribunal Administratif de Nîmes

Numéro d'enregistrement: 13000192800014

Adresse postale: 16 avenue Feuchères CS 88010

Ville: Nîmes

Code postal: 30000

Subdivision pays (NUTS): Gard (FRJ12)

Pays: France

Adresse électronique: [greffe.ta-nimes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nimes@juradm.fr)

Téléphone: +33466273700

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL): <http://nimes.tribunal-administratif.fr>.

#### Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Organisation chargée des procédures de médiation

### 8.1. ORG-0001

Nom officiel: Nîmes Métropole

Numéro d'enregistrement: 24300064300045

Adresse postale: Colisée 2 1 rue du Colisée

Ville: Nîmes cedex 9

Code postal: 30947

Pays: France

Adresse électronique: [commande-publique-agglo@nimes-metropole.fr](mailto:commande-publique-agglo@nimes-metropole.fr)

Téléphone: 0434035700

#### Rôles de cette organisation:

Acheteur

Organisation qui reçoit les demandes de participation

Organisation qui traite les offres

## 11. Informations relatives à l'avis

---

### 11.1. Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: 03ba0e54-f3ea-4759-8147-32f08dd9f1cc - 01

Type de formulaire: Mise en concurrence

Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis: 21/02/2024 17:29:40 (UTC+2)

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français

### 11.2. Informations relatives à la publication

Numéro de publication de l'avis: 114865-2024

Numéro de publication au JO S: 39/2024

Date de publication: 23/02/2024